

LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

ANNEE 1 • NUMERO 2 • JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 2016



LA FAMILLE DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR SE RETROUVE EN TOWNHALL MEETING, LE 28 SEPTEMBRE 2016



L'Equipe-pays des Nations Unies rencontre l'ensemble du personnel, le mardi 28 septembre 2016 (© BCR)

Près de 300 membres du personnel des Nations Unies à Madagascar ont répondu présents au Townhall meeting organisé le mercredi 28 septembre 2016 à la Maison Commune des Nations Unies, à l'initiative de la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies (SNU), Mme Violette Kakyomya.

Deux points ont figuré à l'ordre du jour de la réunion : l'initiative « Delivering as One » (DaO) et la sécurité.

Dans son mot introductif, Mme Kakyomya a remercié le personnel pour la forte mobilisation et l'intérêt manifesté à cette première rencontre depuis son arrivée; elle a aussi remercié ses collègues Chefs d'agences pour leur présence à cette occasion. Elle a noté l'importance d'une telle rencontre qui permet de partager les informations sur les Nations Unies en général, les défis qui attendent l'ensemble des agences du SNU ainsi que les préoccupations et les besoins du personnel. Elle a d'ailleurs rappelé que c'est une obligation pour le Coordonnateur résident de rencontrer, avec ses pairs, l'ensemble du personnel des Nations Unies au moins une fois par an.

(Lire la suite à la page 2)

Dans ce numéro:

**REUNION GENERALE DU PERSONNEL
DES NATIONS UNIES**

page 1

**REVUE DES PROGRES DE LA MISE EN
OEUVRE DE L'UNDAF 2015-2019**

page 3

POINT SUR LES RÉALISATIONS

Secrétariat du PBF

page 5

Bureau du HCDH

page 7

OCHA

page 8

www.mg.one.un.org

Faisons-nous mieux connaître.
Rendons visibles nos actions.

Envoyez à bcr@one.un.org



Les articles sur
vos activités



Vos success
stories



Vos publications

Nous sommes aussi sur Twitter

Suivez [@MG_One_UN](https://twitter.com/MG_One_UN)
et joignez-vous à la conversation!



L'intervention de la Coordinatrice résidente a été suivie de la projection d'une vidéo sur le « Delivering as One, DaO », à travers laquelle on a pu constater l'engagement des responsables des Nations Unies au plus haut niveau, à travailler ensemble, en synergie.

Les cinq piliers du DaO ont ensuite fait l'objet de présentations, à tour de rôle, par les Représentants des agences, à savoir :

- Le pilier « Responsable unique » par la Représentante de l'OMS, le Professeur Charlotte Faty Ndiaye ;
- Les piliers « Programme Unique » et « Cadre budgétaire commun » par le Directeur Pays de l'ONUSIDA et Président du PMT, M. Salvator Niyonzima ;
- Le pilier « Unité dans les opérations » par la Représentante résidente adjointe du PNUD et Président de l'OMT, Mme Marie Dimond ; et
- Le pilier « Unité dans la communication » par le Représentant de l'UNFPA et Président de l'UNCG, M. Mamadou Dicko

La Représentante de l'UNICEF, Mme Elke Wisch, quant à elle, a fait une présentation sur la coordination humanitaire.

Le Représentant du PAM, M. Moumini Ouedraogo, a joué le rôle de modérateur tout au long des sessions.

Avant de passer à la séance de questions-réponses clôturant la première partie de la réunion, un film sur le projet conjoint UNICEF-PAM-BIT d'appui à l'Ecole primaire publique (EPP) d'Ankilimafaiitsy à Ambovombe Androy, a été projeté.

Pour le second point de l'ordre du jour concernant la sécurité, le Conseiller en sécurité de l'UNDSS, M. Abdoulaye Barry, a fait une présentation sur le dispositif et les mesures sécuritaires mis en place pour assurer la sécurité de l'ensemble du personnel (international et national) et leurs dépendants.

A l'issue de la séance de questions-réponses ayant suivi la présentation, la Coordinatrice résidente et Agent habilité pour la sécurité s'est engagée à étudier toutes les solutions possibles aux questions qui préoccupent le staff, dans la limite de ses responsabilités et pouvoirs.

A noter que deux documents d'information développés par le Bureau du Coordonnateur résident, en l'occurrence un flyer sur le « Delivering as One » (DaO) destiné au personnel des Nations Unies et une pochette de présentation des cibles et indicateurs des Objectifs de développement durable (ODD), ont été distribués au staff au cours de la réunion. ■



L'Equipe-pays des Nations Unies (© BCR)



Allocation du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya (© BCR)



Vue d'ensemble de l'assistance (© BCR)

REVUE DES PROGRÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF 2015-2019



Visite du stand de l'Effet I de l'UNDAF lors du Marketplace (© PNUD)

La Revue des progrès de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF 2015-2019), s'est tenue le vendredi 30 septembre 2016 au Development Learning Centre (DLC) à Anosy, sous le leadership du Comité de pilotage conjoint, présidé par le Ministre de l'économie et du plan et co-présidé par le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar.

Une innovation a été lancée à cette occasion, à savoir le « Marketplace » ou exposition sur les réalisations des 3 Groupes Effet de l'UNDAF. Cette approche interactive, dynamique, innovante et engagée visait à mettre en exergue les résultats atteints par le gouvernement avec l'appui des agences du SNU, à travers des illustrations visuelles (textes, affiches, photos, vidéos, dessins, infographies), des échantillons de produits finis, etc... Les visiteurs ont eu l'occasion de poser directement leurs questions aux Groupes Effets, au vu des différents matériels et produits exposés.

L'exposition a vu la présence de membres du gouvernement et du Corps diplomatique, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile. A l'issue de la visite des stands, il a été demandé aux visiteurs de désigner par vote le meilleur stand et c'est le Groupe Effet I qui a remporté le trophée.

La réunion du Comité de pilotage conjoint a eu lieu immédiatement après l'exposition. La réunion avait un double objectif : faire la revue de la mise en œuvre de l'UNDAF 2015-2019 pour le premier semestre 2016 et présenter la situation de la mise en œuvre de l'initiative « Unis dans l'action » (Delivering as One, DaO) et les prochaines étapes du processus.

Parmi les recommandations programmatiques issues de la Revue, il convient de mentionner l'élaboration de plans de travail conjoints pour l'année 2017 pour les secteurs de la santé, de l'eau, hygiène et assainissement, de l'environnement et de l'éducation, ainsi qu'avec le Ministère de l'Economie et du Plan (qui seront signés avec les Agences SNU concernées). Il a été souligné également la nécessité d'assurer la cohérence entre les différents Produits proposés pour permettre l'atteinte des Effets UNDAF (en développant la théorie du changement ou chaîne des résultats jusqu'au niveau Produit) et de revoir certains indicateurs pour un bon suivi des produits.

La forte participation et la qualité des échanges au cours de la réunion méritent d'être notées et augurent de l'engagement de toutes les parties à œuvrer pour une mise en œuvre effective et réussie de l'UNDAF 2015-2019 et du Delivering as One dans le pays. ■

LA REVUE DE L'UNDAF 2015-2019 EN IMAGES

Marketplace sur les réalisations du Système des Nations Unies (© BCR)



Réunion du Comité conjoint de pilotage (© BCR)



POINT SUR LES RÉALISATIONS DURANT LE 3ÈME TRIMESTRE 2016

SECRETARIAT DU PEACEBUILDING FUND

Préparation et finalisation des projets pour les domaines 1 et 2 du Plan Prioritaire

Pour le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), le 3ème trimestre a été caractérisé principalement par le développement et signature des projets en soutien aux deux premiers domaines du Plan Prioritaire à Madagascar : la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Diverses réunions de consultation et de travail ont été organisées par le Secrétariat avec les agences soumissionnaires et avec le Groupe de travail technique.

Pour rappel, deux projets conjoints avaient été retenus par le Comité de pilotage du PBF pendant le second trimestre. Le premier intitulé « Institutions démocratiques intègres, représentatives et crédibles (IDIRC) », avait été soumis par le HCDH, le PNUD et l'UNESCO. Le second projet regroupe cinq agences onusiennes dans le cadre ambitieux de la Réforme du secteur de la sécurité (Appui à la RSS à Madagascar- ARSSAM) : HCDH, OIM, PNUD, UNFPA et UNICEF.

Le développement de ces deux initiatives a pu premièrement bénéficier de recommandations émises par le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU), qui a rencontré les agences soumissionnaires lors d'une séance de travail dédiée en début juillet. Ensuite, des commentaires techniques ont été émis par le Groupe de travail technique Conjoint (groupe formé par des techniciens en consolidation de la paix et/ou sur des questions thématiques issus des ministères, du bureau du Premier Ministre, du Secrétariat technique du PBF, du Bureau du PBF à New York, de la Banque Mondiale, de l'Union Africaine, du monde académique et de la société civile) et la validation des documents s'est faite lors de deux Comités de pilotage du PBF en juillet et en août.

Sous le leadership du Coordonnateur résident du SNU et en coordination avec le Ministre de l'économie et du plan, les projets ont été transmis au Président de la République et au Premier Ministre.

Cérémonie de signatures des deux projets financés par le PBF

Le point culminant de ce processus est représenté par la cérémonie de signature des deux projets, qui a été organisée par le Secrétariat le 26 août 2016. Quelques 300 participants représentant des institutions diverses, telles que le Corps diplomatique, les Chefs d'Agences du Système des Nations Unies, et les Partenaires techniques et financiers étaient présents au Ministère de l'économie et du Ppan. Les deux coprésidents du Comité, respectivement Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du SNU et le Général Raveloharison, Ministre de l'économie et du plan, ont procédé à la signature des documents, qui a été suivie par la signature des Chefs d'agence.

Ces deux projets sont d'une importance capitale pour la consolidation de la paix dans le pays. Le premier programme vise concrètement à appuyer les initiatives lancées par le Gouvernement telles que la Stratégie de lutte contre la corruption, le travail de responsabilisation des médias, et la communication et échange entre élus et électeurs. Des activités comme l'opérationnalisation des pôles anti-corruption (PAC), le développement de modèles de protection de dénonciateurs, la mise en place de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme (CNIDH) ou bien encore le lancement d'une agence de recouvrement des biens publics seront appuyées. Le second programme vise à renforcer la confiance entre les forces de l'ordre et la population, notamment en appuyant les aspects de professionnalisation et les capacités des fournisseurs étatiques de sécurité, et en améliorant le contrôle des armes. Il est également prévu de renforcer l'assistance aux victimes de violences et d'améliorer la connaissance et le contrôle des frontières malgaches.



Signature des projets financés par le PBF par le Ministre de l'économie et du plan, sur la gauche, et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, sur la droite (© CINU)

Les deux documents de projets respectifs sont consultables sur le site internet du MPTF :

IDIRC: <http://mptf.undp.org/factsheet/project/00101787>

ARSSAM: <http://mptf.undp.org/factsheet/project/00101786>

Appui et participation à l'atelier pour la Réforme du Secteur de la Sécurité

Suite au Séminaire national pour la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) organisé en octobre 2015, et à l'endossement de la Lettre de politique générale en matière de RSS par le Président de la République, un atelier national d'une semaine s'est tenu du 29 août au 10 septembre 2016.

(Lire la suite à la page 8)

L'atelier a été articulé en deux parties distinctes : une première partie a été destinée au renforcement de capacités des membres du Comité technique pour l'Organisation du Séminaire national pour la Réforme du secteur de la sécurité (CTO-RSS) ; et une seconde, d'envergure nationale, à la planification stratégique et opérationnelle des différents corps et forces de sécurité.



Vue d'ensemble des participant à l'atelier (© CINU)

Lors de l'ouverture officielle de l'atelier le 5 septembre, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya, a été invité à s'adresser à l'assemblée, étant donné le soutien significatif que les Nations Unies apportent à ce processus (via le PBF et le PNUD). Cette cérémonie s'est tenue au Palais d'Etat d'Iavoloha sous le haut patronage du Président de la République et en présence de hautes personnalités nationales et des partenaires internationaux.



Discours du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, le 5 septembre 2016 (© CINU)

Un appui technique, stratégique et logistique a été fourni tout au long de ce processus par l'équipe du PBF, qui a travaillé étroitement avec le CTO-RSS et l'équipe du PNUD pour appuyer l'organisation de cet atelier. Cette étape était nécessaire pour identifier la formulation du support que le PBF et ses partenaires de mise en œuvre devront apporter dans ce cadre.

Echos venus d'ailleurs...

Une conférence pour mobiliser des ressources financières additionnelles pour le PBF s'est tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York le 21 septembre 2016. Bien que sollicité de plus en plus par divers pays souhaitant bénéficier de son appui et au vu de la volonté grandissante de répondre aux causes profondes des conflits et des migrations forcées, les ressources du Fonds restent limitées. Aussi, lors de cette conférence, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a pu mobiliser 151 millions dollars américains d'engagements financiers pour les deux années à venir.

Perspectives pour le 4ème trimestre 2016

La fin de l'année approchant à grands pas, le Secrétariat va finaliser son plan d'action pour faciliter le lancement des projets financés dans le cadre du PBF. Les membres du secrétariat devront articuler la forme sous laquelle l'appui aux agences récipiendaires se fera afin d'appuyer un lancement efficace et effectif des projets.

En date du 5 octobre, l'appel à candidats pour l'étude anthropologique pour le Sud a été lancé. Cet appel a été largement diffusé ; la date limite de dépôt de candidature a été fixée au 20 octobre 2016. Cette étude servira en premier lieu pour l'allocation de la dernière tranche du Fonds (5 millions) et pour lancer un appel global à une mobilisation de ressources pour la stabilisation du Sud.

La rencontre annuelle des praticiens du PBF, organisée par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et par l'ONG Sud-africaine ACCORD et se tiendra du 15 au 18 novembre 2016 à Durban. Trois représentants ont été invités pour notre pays : le Ministre de la Jeunesse et des Sports, la Coordinatrice de Liberty 32 et la Coordinatrice du Secrétariat technique du PBF. Le thème de cette année sera « Jeunes et Consolidation de la Paix ».

En vue de la Table Ronde de la Conférence des Bailleurs Internationaux, qui se tiendra les 1^{er} et 2 décembre 2016, le Secrétariat reste en contact avec les organisateurs pour promouvoir les initiatives déjà financées dans l'objectif de lever des financements supplémentaires. ■

Appui à l'opérationnalisation de la CNIDH

Le HCDH poursuit la série de renforcement des capacités à l'endroit des membres de la Commission nationale indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), à travers un appui technique et logistique eu égard à la rédaction du budget de la Commission ainsi que l'organisation de sessions de renforcement des capacités de ses membres sur le développement organisationnel et institutionnel de la Commission.

En collaboration avec le PNUD, l'OIF et le Ministère de la Justice, le HCDH a organisé plusieurs ateliers visant principalement à développer les capacités organisationnelles de la CNIDH, à renforcer les capacités de ses membres dans les domaines techniques spécifiques des droits de l'homme, et à renforcer les connaissances de ses membres sur les développements et les enjeux des droits de l'Homme aux niveaux régional et international. Des échanges avec des représentants d'Institutions nationales des droits de l'homme d'autres pays, en l'occurrence le Burundi et le Togo, ont également été organisés dans le cadre desquels des partages d'expériences et de bonnes pratiques régissant les Institutions nationales de droits de l'Homme ont pu être effectués.

A noter que les membres de la CNIDH ont prêté serment le 13 octobre 2016. Le HCDH a également appuyé l'organisation de cette cérémonie.



Cérémonie de prestation de serment des membres de la CNIDH, le 13 octobre 2016
(© PNUD)

Appui au Comité interministériel de rédaction des rapports

En collaboration avec le Ministère de la Justice et l'OIF, le HCDH a organisé un atelier de renforcement des capacités des membres du Comité interministériel de rédaction des rapports et de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes de droits de l'homme concernant les techniques de rédaction, principalement dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU).

Le HCDH et le Ministère de la Justice ont également réalisé à Antsirabe une session de formation à l'intention des membres du Comité interministériel de rédaction des rapports et de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes de droits de l'homme. La session était axée sur les droits de l'homme et les techniques de rédaction des rapports.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'opérationnalisation des recommandations des mécanismes de droits de l'homme, le HCDH a offert un appui technique et financier au niveau de l'organisation de deux ateliers de rédaction du rapport gouvernemental sur l'application de la Convention contre la torture, réalisés par ledit Comité interministériel, à Mahajanga et à Toamasina.

Éducation aux droits de l'homme

Dans le cadre de l'opérationnalisation du pool de formateurs en droits de l'homme mis en place par le HCDH en vue d'assurer d'une manière durable une éducation et une formation en la matière, le HCDH, en coopération avec le PNUD et l'UNICEF, a organisé en faveur des membres du pool deux sessions de formation, à Ampify et Antsirabe, sur des thématiques spécifiques telles que droits de l'homme et les mécanismes de protection, les droits de l'homme dans l'administration de la justice, les droits des femmes, les droits des enfants, les entreprises et les droits de l'homme, et les droits de l'homme et élections.

Le HCDH a renforcé les capacités du Centre de documentation de l'École nationale de la magistrature et des greffes (ENMG) et de la bibliothèque de l'Ordre des avocats, à travers la dotation de 200 ouvrages sur les droits de l'homme qui permettra aux responsables de l'application de la loi de mieux connaître et remplir leurs obligations en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

Dans le cadre de la promotion des droits de la femme, le HCDH a assuré à l'endroit de 25 leaders de groupes féminins dans les villes de Taolagnaro une session de renforcements de capacités sur la promotion de l'égalité de genre, le rôle des leaders féminins dans la promotion et la protection des droits de l'homme, la participation des femmes au processus de prise de décisions, à l'économie, ainsi qu'au processus de la réconciliation nationale.

Le HCDH poursuit ses initiatives de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme à l'endroit des autorités locales. Il a ainsi conduit à l'endroit de 72 maires et chefs Fokontany dans les villes de Toamasina, Toliary, et Morondava, des sessions de formation sur les droits de l'homme et le rôle des autorités locales dans leur promotion et protection.

(Lire la suite à la page 10)

En collaboration avec le PNUD, le HCDH a conduit une session de renforcement des capacités à l'endroit des chefs de programmes et de projets de développement initiés par le Gouvernement. La session était axée sur l'approche basée sur les droits de l'homme et le développement, la gestion basée sur les résultats, ainsi que les Objectifs de développement durable (ODD) et les droits de l'homme.

Les entreprises et les droits de l'Homme

Dans le cadre de ses actions visant à sensibiliser toutes les parties prenantes et à rehausser la conformité des entreprises aux principes et standards internationaux des droits de

l'homme dans le contexte de l'exploitation des ressources naturelles et en vue de faciliter le dialogue entre la société civile, le gouvernement et le secteur privé, le HCDH, en coopération avec l'ONG Search for Common Ground (SFCG), a organisé deux ateliers de renforcement de capacités sur les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme ainsi que sur les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme à Moramanga et à Fort-Dauphin. 68 participants, dont 13 femmes, issus de la société civile, des autorités locales, des compagnies minières (QMM et Ambatovy), des sociétés de sécurité privées et des forces de l'ordre ont pu bénéficier de ces formations à l'issue desquelles des plans d'action à court-terme ont été élaborés par les participants. ■

BUREAU DE COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)

Coordination et mobilisation de ressources pour les réponses à El Nino

Sur les 69,9 millions USD requis pour les réponses humanitaires aux effets de la sécheresse/El Nino dans le sud de Madagascar, les efforts de mobilisation de ressources ont permis de couvrir actuellement 46% des besoins. Les deux missions successives dans le Sud entreprises par le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et UNOCHA, et par la Sous-secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, ont beaucoup contribué aussi bien à la visibilité de la crise dans le Sud qu'au processus de mobilisation de ressources.

En effet, le DfID a réajusté son allocation en intégrant Madagascar parmi ces pays cibles à l'issue de la rencontre à Londres ; l'Ambassade du Japon a ouvert une fenêtre de possibilité de financement des projets conjoints des Nations Unies pour 2017, tandis que trois missions de haut niveau impliquant la FAO et le PAM se sont succédées entre août et septembre 2016.



Visite dans le Sud de l'ASG aux Affaires humanitaires, Mme Kang Kyung-wha, accompagnée par le Premier Ministre, M. Olivier Solonandrasana Mahafaly et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya (© CINU)

Par ailleurs, après la promesse du Président de la République de reconsidérer sa position sur la déclaration de la situation d'urgence lors de sa rencontre avec l'ASG Kyung-wha, le

Gouvernement a déclaré officiellement sa solidarité à la déclaration d'une situation d'urgence faite par le SADC et l'appel régional à l'aide internationale. Lors de cet appel lancé par la SADC, les premières promesses de financement déclarées indiquent un montant de 127 millions USD pour Malawi, Lesotho, Zimbabwe et Madagascar.



Visite de courtoisie de l'ASG aux Affaires humanitaires, Mme Kang Kyung-wha, auprès du Président de la République de Madagascar, M. Hery Rajaonarimampianina (© CINU)

En vue de renforcer les efforts de mobilisation de ressources, le Coordonnateur résident du SNU à Madagascar a participé à deux rencontres successives en Afrique du Sud au mois de septembre 2016, entre les Coordonnateurs résidents et le Coordonnateur El Nino pour l'Afrique australe, et puis les Donateurs au niveau de la région.

Enfin, la coordination a facilité l'évaluation multisectorielle dans le Grand-sud et l'exercice IPC en vue de constater l'évolution de la situation, les tendances pour les prochains mois et la révision du plan de réponse humanitaire. Les ressources mobilisées, bien qu'encore limitées, ont été adéquatement utilisées et ont permis d'améliorer significativement la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5ans et de sortir 90.000 personnes d'une situation d'insécurité alimentaire sévère. Cependant, la situation reste critique devant la perte énorme des grandes récoltes en juin 2016, et l'existence des 180.000 personnes n'ayant jamais été atteintes par les réponses humanitaires.

Appui à la planification de la préparation à la prochaine saison cyclonique, marquée par le phénomène La Nina

Pour Madagascar, historiquement le phénomène La Nina qui suit directement El Nino signifie saison cyclonique intense et précoce. Le Plan de travail 2016-2017 du BNGRC a été présenté à l'Equipe humanitaire (HCT) lors de sa réunion du 12 juillet et désormais chaque membre du HCT se positionne pour l'appui technique et financier aux activités prévues. Les grandes activités visent essentiellement la préparation de la saison cyclonique 2016-2017, en dehors de la réponse à la sécheresse

L'UNOCHA a participé au projet GARD (Get Airport Ready for Disasters) aux Seychelles, un projet initié au niveau global par le PNUD et la compagnie DHL. Comme Madagascar dispose déjà d'une version draft du cadre légal sur la facilitation des assistances internationales en cas de catastrophes majeures, connu sous l'appellation International Disaster Response Law (IDRL), les discussions sont en cours pour implémenter le projet GARD à Madagascar. Dans l'Océan Indien, les îles Maurice et Seychelles ont déjà bénéficié de ce projet. La situation des stocks de pré-positionnement pour la réponse à la saison cyclonique a été consolidée, le niveau de stocks au mois de septembre 2016 montre une capacité de réponse faible comme cela a été le cas ces cinq dernières années; stocks qui seront rapidement épuisés dès la première tempête.

Suivi des engagements post Sommet Humanitaire Mondial

Le Coordonnateur résident du SNU et UNOCHA ont saisi la visite de l'ASG aux Affaires humanitaires pour faire le suivi des engagements pris par le Gouvernement malgache et les autres acteurs ayant participé au Sommet humanitaire mondial, notamment la plate-forme humanitaire du secteur privé. Une séance de restitution de ces engagements et de revue du niveau de leur réalisation, a été organisée en présence des Ministres ayant participé au Sommet, de l'Ambassadeur de Turquie, du HCT et des médias. Le Ministre en charge des Projets présidentiels et de l'Aménagement du Territoire s'est engagé à faire le suivi de la réalisation de ces engagements lors de l'interview qu'il a eu avec la presse.



Interview par la presse du Ministre en charge des Projets présidentiels et de l'aménagement du territoire (© CINU)

Qui sommes-nous à la Coordination?

Mme Violette Kakyomya

Coordonnateur résident

Mme Hasina Rakotondrazafy

Spécialiste en Coordination

Mme Oana Mihai

Coordonnateur du Secrétaire technique du PBF

Mme Zoé Rasoaniana

Chargée d'information, CINU

Mme Janie Ramarosandratana

Associée à la Coordination

M. Nirina Haja Andrianjaka

Spécialiste en Suivi et Evaluation

M. Omer Kalameu

Conseiller aux droits de l'homme, OHCHR

M. Rija Rakotoson

Spécialiste aux affaires humanitaires, OCHA

M. El Hadji Fall

Conseiller économique, PNUD

M. Abdoulaye Barry

Conseiller en sécurité, UNDSS

